



Ressources complémentaires

africacenter.org/fr/spotlight/linsurrection-sahraouie-pourrait-fournir-un-pretexte-aqmi/

Par Wendy Williams 15 juin 2016



Photo: [Nick Brooks](#).

Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a présidé aux destinées d'une vaste portion du Sahel et du Sahara occidental depuis pratiquement dix ans. Sans aucune concurrence et avec l'aide de nombreux groupes affiliés, comme Ansar Dine et al Mourabitoun au Mali, la brigade Okba ibn Nafaa en Tunisie, AQMI s'est lancé dans l'industrie rentable, au niveau local, de la contrebande et de l'enlèvement pour soutenir ses activités terroristes. D'après certaines évaluations, AQMI aurait gagné près de 100 millions de dollars USD entre 2008 et 2014.

Toutefois, 2014 a marqué la fin du règne djihadiste incontesté d'AQMI dans la région. Lorsque l'État islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) a été instauré, il entreprit une campagne de cooptation des mouvements qu'Al-Qaida, l'organisation mère d'AQMI, avait cultivés. Il courtisa des militants d'Ansar al Sharia en Libye et Tunisie, une organisation alliée à AQMI. En Algérie, le territoire d'AQMI, il influença un groupe dissident qui rejoignit ISIS sous le nom de Jund al Khilafah. ISIS réussit même à ouvrir la porte du théâtre malien d'AQMI lorsque les membres de l'ex-Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique orientale (MUJAO), le co-créateur d'al Mourabitoun, lui prêtèrent allégeance. En même temps, ISIS essayait de s'enraciner en Libye et d'établir un corridor d'armes vers Boko Haram, son allié nigérien.



La plupart des analystes ont suggéré que les attentats perpétrés en 2016 dans des hôtels du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire constituaient une réponse d'AQMI aux intrusions d'ISIS et une manière de réaffirmer l'importance d'AQMI dans la région. Les pays d'Afrique occidentale, en particulier les alliés régionaux de la France comme le Sénégal, restent à l'affût de nouvelles incursions d'AQMI.

Toutefois, depuis mars dernier, une autre cible se trouve sans doute en tête des priorités d'AQMI. Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a ravivé les tensions, couvant depuis longtemps entre le Maroc et le Sahara occidental, lorsqu'il qualifia l'annexion en 1975 du Sahara occidental par le Maroc d'« occupation ». En réponse aux commentaires de Ban Ki-moon, le Maroc expulsa la plupart du personnel civil de l'ONU en poste dans la mission de maintien de la paix MINURSO, déployée depuis fort longtemps dans la région contestée. Les dirigeants du Front Polisario, le mouvement d'indépendance du Sahara occidental, ont critiqué l'expulsion tout en menaçant le Maroc d'un arrêt possible du cessez-le-feu de 1991. Ban Ki-moon s'est inquiété que l'expulsion des fonctionnaires civils internationaux du Maroc allait changer la nature de la mission. Il a ajouté qu'une telle disposition pourrait être « exploitée par les éléments radicaux et terroristes ». Peu de temps après, les ex-membres du MUJAO, aujourd'hui ralliés à ISIS, appelaient ouvertement à des attaques contre la MINURSO et le Maroc.

Les événements qui sont en train de se produire entre le Maroc et le Sahara occidental pourraient fournir l'occasion recherchée à AQMI. Les documents découverts par les forces françaises à Tombouctou, après l'expulsion de militants djihadistes en 2013, ont révélé qu'AQMI s'efforçait d'adopter au Mali une stratégie similaire à celle suivie en Syrie et au Yémen, qui consiste à renforcer ses positions dans une région en soutenant l'insurrection locale. Malheureusement pour AQIM, ses affiliés sur le terrain ont réagi trop rapidement et fini par aliéner les Touaregs locaux en appliquant trop rigoureusement la loi islamique. Les insurgés touaregs ont renoncé à leur déclaration d'indépendance et ont demandé une assistance au Mali et aux forces internationales pour les aider à expulser les affiliés d'AQMI.



A Polisario tank division in 2012. Photo: [SODiwane](#).

En apportant son appui au Polisario pour l'indépendance du Sahara occidental du Maroc, ou tout du moins, en exploitant le chaos qui pourrait découler du conflit, AQMI s'efforçait de réaffirmer son utilité dans la région en épousant une cause nationaliste. Bien qu'il ait été constaté qu'AQMI et le Polisario ne partagent aucun objectif ou idéologie, il a été démontré en 2011, preuves à l'appui, que certains membres du Polisario et d'AQMI coopéraient aux trafics de drogues, d'armes et de produits humanitaires.

Toutefois, AQMI n'aurait même pas besoin de l'aide du Polisario pour pousser à l'instabilité. Il existe de nombreux jeunes rebelles sahraouis au chômage qui peuvent être vulnérables au recrutement et il ne fait aucun doute que les camps algériens peuvent leur offrir la protection nécessaire contre les troupes marocaines. Même si le Polisario seul ne fait pas le poids face à l'armée marocaine, le Maroc pourrait se retrouver enlisé au Sahara occidental dans l'instabilité générale provoquée par AQMI et le Polisario. À titre de rappel, la précédente insurrection du Polisario aurait fait environ 20 000 morts.

Le Maroc est déjà une cible des militants islamistes, non seulement de l'étranger, mais aussi de l'intérieur. Entre 1 200 et 1 500 Marocains sont partis se battre aux côtés des groupes islamiques militants en Syrie et Irak. Le Maroc a tenté de surveiller une centaine environ de combattants à leur retour et a déjà découvert et démantelé des cellules terroristes préparant des attentats dans ses principales villes.

Même si le Maroc dispose d'un impressionnant appareil militaire, de puissants alliés et sans aucun doute du soutien populaire local sur la question du



Sahara occidental, AQMI a montré sa détermination et sa capacité de résistance. En dépit de leur expulsion de l'insurrection touareg, AQMI et ses affiliés continuent à cibler les forces internationales et les civils à l'intérieur et à l'extérieur du Mali. Et si l'Algérie décide de fermer les yeux sur la présence d'AQMI dans l'insurrection du Polisario, comme elle est accusée de l'avoir fait auparavant, le conflit pourrait alors rapidement dégénérer — faisant payer un lourd tribut au Maroc et à la région.

Des réfugiés sahraouis dans le désert algérien. Photo: European Commission DG ECHO.

- Terje Østebø, Le militantisme islamique en Afrique, Bulletin de la sécurité africaine N° 23 (Washington, DC: Centre d'études stratégiques, 2012).
- Laurence Aïda Ammour, La coopération de sécurité au Maghreb et au Sahel : l'Ambivalence de l'Algérie, Bulletin de la sécurité africaine N° 18 (Washington, DC: Centre d'études stratégiques, 2012).
- Cédric Jourde, Décoder les multiples niveaux d'insécurité dans le Sahel : Le cas mauritanien, Bulletin de la sécurité africaine N° 15 (Washington, DC: Centre d'études stratégiques, 2011).
- Modibo Goïta, Nouvelle menace terroriste en Afrique de l'Ouest : Contrecarrer la stratégie d'AQMI au Sahel, Bulletin de la sécurité africaine N° 11 (Washington, DC: Centre d'études stratégiques, 2011).